

■ ANNALES MAROCAINES
D'ÉCONOMIE

N° 14 - hiver 1996

Dans la plupart des PVD, les petites entreprises jouent un rôle essentiel et constituent un des enjeux des politiques de développement. A. BALENGHIEN analyse les facteurs qui entravent la croissance de ce type d'entreprises au Maroc et dresse un bilan prospectif.

P. TURQUET, quant à elle, fait le point sur la gestion des ressources humaines dans l'entreprise et évoque les politiques de rémunération, de recrutement ou de formation à la lumière des dernières avancées scientifiques en matière d'économie du travail.

Analysant les difficultés de la transition vers une économie de marché, dans le cas de la Bulgarie, A. SLIM propose un modèle d'interprétation qui a recours, dans un cadre rénové, au concept d'accumulation primitive forgé par Karl Marx pour interpréter la naissance et le développement du capitalisme dans les pays occidentaux.

La théorie de la régulation peut-elle servir d'outil nouveau pour l'analyse de la situation des pays sous-développés ? L. TALHA cherche à répondre à cette question en montrant l'apport de cette théorie par rapport à l'école de la dépendance.

La partie arabe présente trois contributions au colloque de l'association arabe d'études économiques (Beyrouth, novembre 95), dont le thème était *La nation arabe et les projets alternatifs de complémentarité*. S. ABOU ALI y analyse le projet de marché commun moyen oriental et le contenu que veulent lui donner les différentes parties, arabes israélienne et autres. A. MAHJOUR passe au crible le projet de zone de libre-échange entre les pays du Maghreb et l'Union Européenne en mettant en relief les défis et les risques d'un tel projet ainsi que les conditions d'un développement solidaire entre le nord et le sud. Enfin, se limitant au Maroc, D. KHROUZ analyse l'état des échanges agricoles avec l'Union européenne.

ANNALES MAROCAINES D'ÉCONOMIE -
REVUE DE L'ASSOCIATION DES
ÉCONOMISTES MAROCAINS - Bd Moulay
Slimane, résidence Moulay Ismaïl, imm.
B, appt. 4, Rabat.

■ REVUE MAROCAINE
DE DROIT ET D'ÉCONOMIE
DU DÉVELOPPEMENT

N° 36 - 1995

Croissance démographique et développement économique (actes de la journée d'études, Casablanca, 21 avril 1995)

Le recensement général de la population et de l'habitat de septembre 1994 apporte ses premiers résultats.

On constate, outre une meilleure répartition de la population sur le territoire national, un ralentissement de la croissance démographique. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : diminution du taux de fécondité (mouvement amorcé il y a une quinzaine d'années), recul de l'âge du mariage (principalement dû aux progrès de l'émancipation féminine), généralisation de l'emploi de moyens contraceptifs, espacement des naissances. Ces évolutions sont surtout observées en milieu urbain. De façon générale, on remarque que la fécondité diminue à mesure que l'instruction progresse.

Mais T. BOUHMOUCH met l'accent sur la nécessité d'être prudent dans toute tentative d'explication causale des phénomènes économiques ou démographiques. *Il se révèle, nous dit-il, que la fécondité est réglée en grande partie par des facteurs non biologiques nombreux : religieux, psychologiques, socio-économiques* qui soumettent l'évolution de cette fécondité à une certaine inertie par rapport à la baisse du taux de mortalité.

Après avoir fait le bilan de la mutation démographique au Maroc depuis le début des années 1960, les participants à la journée d'études se sont interrogés sur les conséquences économiques et sociales de la croissance démographique. M. BENZINE s'interroge sur les liens entre population, croissance économique soutenue et développement durable. Ces interactions sont enfin étudiées de manière plus formalisée à l'aide de divers modèles économétriques simples appliqués au cas du Maroc.

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES DE CASABLANCA - B.P. 8 110
Oasis - Route d'Al-Jedida - Casablanca

■ REVUE TUNISIENNE
D'ÉCONOMIE

N° 7 - 1996.

Le rôle de l'État dans la régulation de l'activité économique : cas de la Tunisie

Alors que depuis 1986, l'économie tunisienne est l'objet d'un Programme d'Ajustement Structurel (P.A.S.) dont les maîtres mots sont libéralisme, privatisation et déréglementation, il était nécessaire de s'interroger sur l'évolution du rôle de l'État dans ces mutations. L'objet du colloque, auquel ce numéro fait écho, était d'établir un bilan mais aussi de faire des propositions concernant l'adaptation des modes de régulation étatique de l'économie. L'État doit redéfinir son engagement, afin d'offrir un environnement favorable à l'investissement privé et de supporter, en les atténuant, les coûts sociaux engendrés par cette phase transitoire.

L'expérience tunisienne, mais aussi celles des pays de l'ex-bloc socialiste et du sud-est asiatique ont servi de point de départ à la réflexion. Il en ressort que pour affronter les nouveaux défis auxquels il est confronté, l'État tunisien, en tant qu'agent de régulation, doit fonctionnaliser son action ; il faut passer d'un *État exogène unilatéral* à un *État endogène* agissant sous forme de réseau, et laissant fonctionner à tous les niveaux le principe de subsidiarité. Le propos sous-jacent à chacun des articles est d'établir une nouvelle forme d'interaction entre le secteur privé et l'État dans un contexte économique changeant où les impératifs sociaux exigent une réorganisation des rôles de chacun des acteurs et excluent un total désengagement de l'État. S'il est indispensable, selon les auteurs, d'instaurer un ordre économique libéral, celui-ci doit prendre la forme d'une *troisième voie* entre l'étatisme et le libéralisme pur, afin que le désordre engendré par le P.A.S. et les privatisations ne se traduise pas par un vide au plan social, certains préconisant une charte de la privatisation.

Revue de l'Association des Économistes
Tunisiens - Faculté des Sciences
Économiques et de Gestion de Tunis -
tél. : 510 500 - fax : 502 222

■ WATHA'IQ

N° 19 - 1993

Abdelaziz Thaâlbi. Un intellectuel en politique

Après un long silence qui durait depuis sa disparition, en 1944, Abdelaziz Thaâlbi, figure aussi mythique que paradoxale du mouvement national tunisien, bénéficie, depuis les années 80, d'un mouvement de réédition dont K.KCHIR-BEN DANA, H.BELAID et Kh.KCHIR dressent un premier inventaire critique. Loin de combler la vide historiographique qui entoure l'un des fondateurs du Destour, cette vague éditoriale venue d'Orient ne fait que souligner les zones d'ombre qui entourent à ce jour un itinéraire riche et complexe. Si les documents extraits des archives du protectorat et reproduits ici ne permettent pas d'en reconstituer totalement le puzzle, ils posent les jalons nécessaires, tant du point de vue chronologique que problématique, d'une histoire qui reste à écrire. Celle-ci devrait s'attacher à la dimension religieuse et réformiste d'un cheikh pas comme les autres, zeytounien rebelle à l'institution et auteur d'écrits très originaux sur la liberté d'expression (*L'esprit libéral du Coran*, publié en 1905). La construction du personnage politique jusqu'à sa disparition (forcée ?) de la scène tunisienne en 1923 constitue un autre axe de recherche : comment interpréter, dans la genèse du champ politique tunisien, le "moment Thaâlbi" ou la trajectoire asymptotique d'un intellectuel musulman atypique ? Mais c'est aussi l'engagement internationaliste et pan-islamique du cheikh qui focalise l'attention. Il effectue ses premiers voyages en Orient dès 1896, vit un exil actif, de 1923 à 1937, au Caire et à Bagdad et d'Istanbul à Delhi, sous la surveillance des services consulaires français, participant notamment activement au Congrès Islamique de Jérusalem en 1931. Considéré ce destin qui déborde largement du cadre tunisien et qu'on devine exceptionnel, on s'étonnerait en effet que Thaâlbi restât à jamais un "héros sans histoire"...

INSTITUT SUPÉRIEUR D'HISTOIRE DU
MOUVEMENT NATIONAL - 17, rue de
Tolède - El Manar 1 - 2092 Tunis - tel. :
(216)(1) 880 341/881 607 -
fax : 881 263.

■ CAHIERS DE LA
MÉDITERRANÉE

N° 50 - juin 1995 (tome 1)

N° 51 - décembre 1995 (tome 2)

Villes intermédiaires en Méditerranée

Ces deux fascicules correspondent au rapport final remis au Ministère de la Recherche et de la Technologie en 1995, suite au programme biennuel de recherche mené par le Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine sur le thème *Villes intermédiaires en Méditerranée comme observatoire des permanences et des changements sociaux et culturels (18ème-20ème) siècle*, sous la direction de R.ESCALLIER.

La plupart des auteurs retiennent une définition fonctionnelle, voire administrative de la ville intermédiaire, entre le local et le national, et le critère socio-économique de la dimension régionale.

Le réseau urbain maghrébin connaît de nos jours un affaiblissement net de sa strate de villes intermédiaires, estime M.COTE qui dans le cas de l'Algérie y voit historiquement une volonté politique sans doute réversible. A.BELHEDI fait un constat similaire en Tunisie, où le système urbain est caractérisé par une croissance par les extrêmes pour assurer l'encadrement global (Tunis) et territorial (petites villes). L'exemple de Kairouan, présenté par M.KERROU, est emblématique de ces villes intermédiaires à forte mémoire historique en crise et à influence régionale étriquée (selon la typologie établie par R.ESCALLIER). Dans le cas de Sfax, H.DLALA estime que les modalités de l'aménagement urbain sont surdéterminées par les enjeux fonciers, économiques et politiques qui animent les différents acteurs, ce qui favorise un étalement néfaste à ce pôle urbain.

Enfin, J-F.TROIN montre que si Fès et Marrakech ont été victimes d'un réel affaiblissement du fait d'une dynamique de développement qui se porte sur la façade atlantique, seule la première possède des atouts véritables pour incarner un futur pôle de transition (Algérie-Casablanca).

CENTRE DE LA MÉDITERRANÉE MODERNE
ET CONTEMPORAINE - UFR Lettres arts et
Sciences Humaines - BP 209 - 06204
Nice Cedex 3.

■ ÉGYPTE MONDE-ARABE

N° 23 - 3ème trim. 1995

Géographies de l'Égypte (seconde partie)

En Égypte, trois générations de villes nouvelles, déserts urbains posés dans le désert, défient depuis bientôt 20 ans les utopies rationnelles des planificateurs. Rationalité pour rationalité, celle à laquelle obéit l'urbanisation sur la terre agricole a produit, presque dans le même temps, des densités comparables à celles du tissu central ancien, dont la trame initiale a plus de mille ans, explique E.DENIS. Pourtant, un assouplissement des normes de construction, d'aménagement et des modèles de gestion des nouvelles unités urbaines pourrait permettre une appropriation sociale du lieu, estime S.JOSSIFORT. En attestent, d'une certaine façon, les enquêtes effectuées par B.FLORIN auprès des habitants de Masâkin al-Zilzâl, cité située à l'extrémité est du plateau du Muqattam et qui accueille, parmi d'autres résidents plus aisés (jeunes mariés), des sinistrés du séisme de 1992. La mixité sociale qui en résulte engendre des logiques de distinction et d'appropriation de l'espace. Elle corrompt un peu l'image délavée de la ville nouvelle qui, par la pureté de son air et l'alignement de ses rues, deviendrait un havre de tranquillité et de paix sociale, dans l'idéal de la classe dominante, par opposition aux quartiers informels perçus comme une source de saleté, de criminalité et d'opposition politique. Pour E.DENIS, la mixité des faubourgs peut aussi être lue comme l'expression matérielle de la résistance du territoire contre l'espace flux qui se développe à l'échelle des mégapoles mondiales. Ce qui expliquerait encore la lenteur de processus de régularisation, en dehors desquels s'invente, comme le montre A.DÉBOULET au sujet du foncier, tout un ensemble de normes véritablement constitutives de territoires différenciés.

CENTRE D'ÉTUDES ET DE
DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE,
JURIDIQUE ET SOCIALE - CEDEJ - P.O.
Box 494 - 14, rue Gama'iyyet el Nisr -
Mohandessin - Le Caire - tél. : 361 19
32 - fax 349 35 18.

■ REVUE DU MONDE
MUSULMAN ET DE LA
MÉDITERRANÉE

N° 73-74 - 1996

Figures de l'orientalisme en architecture

De *l'Orient visité à l'Orient construit*, les travaux conduits sous l'égide du réseau *Architectures exportées* présentent notamment l'intérêt d'explorer les liens qui existent entre les efforts, plus ou moins savants, de définition d'un *patrimoine architectural* arabe ou islamique et la production du "décor urbain", au Maghreb et au Moyen-Orient, à la faveur de l'expansion coloniale. Qu'il s'agisse en effet de répertorier, de classer, de restaurer *les monuments de l'art arabe* ou de s'inspirer des formes ainsi "distinguées" pour produire, si ce n'est toujours un *style colonial*, au moins une *architecture adaptée*, c'est bien un certain Orient, objet de "contemplation" (au sens de la sociologie des arts) qui prend peu à peu forme urbaine. On peut raisonnablement douter que cet *urbanisme du signe* dont parlait Jacques Berque ait jamais fait véritablement sens pour les sociétés d'accueil. Il n'est nul besoin, pour l'expliquer, de recourir aux paradigmes évolutionniste ou culturaliste, alternative dans laquelle s'enferme J.-C. DAVID dans un article qui pose pourtant clairement la problématique de la production et de l'imposition des valeurs dominantes. Dans le cas des *souks et des khans d'Alep* en effet, la valeur tient d'abord à l'usage et aux représentations d'un *espace vécu* et non aux effets de "mise en valeur" que produit le classement. *Le paradoxe de la construction du fait patrimonial en situation coloniale* est d'ailleurs d'autant plus saillant, comme le souligne A. AARIF, lorsque *l'esprit muséal* est appliqué à un *espace dynamique et vivant* à l'exemple des médinas.

Mais *l'Orient rêvé* a aussi du mal à s'incarner dans l'architecture coloniale. Le travail de S. BURTH-LEVETTO sur *le service des bâtiments civils en Algérie* démontre que les réalités ont parfois raison des rêves des bâtisseurs...

REMMM - Editions Edisud - La Calade,
RN 7 - 13090 Aix-en-Provence - tél. :
42 21 62 44 - fax : 42 21 56 20.

■ ENQUÊTE

N° 1 - premier semestre 1995

Les terrains de l'enquête

Cette nouvelle revue offre un espace de réflexion épistémologique aux chercheurs en sciences sociales qui va au-delà de la simple interdisciplinarité. Son premier numéro est entièrement consacré aux problèmes liés à l'enquête et à la pratique de terrain.

En premier lieu, J.-C. PASSERON propose de décrypter l'espace mental de l'enquête et la transformation de l'information qui en découle. Pour lui, en effet, les données recueillies par *les sciences empiriques*, qu'il nomme aussi *sciences de l'enquête* ne prennent sens que dans l'espace argumentatif du chercheur lequel ne peut être comparé ni aux espaces formels de l'univers mathématique, ni aux modélisations des sciences expérimentales. D'où l'idée d'étudier de près comment les chercheurs construisent des faits et comment ils les traitent d'une discipline à l'autre, afin d'en déduire des règles d'intelligibilité et, partant, de communication.

En histoire, par exemple, le récit est ainsi réévalué (J.-F. REVEL) et des propriétés cognitives (et non plus esthétiques) lui sont de nouveau reconnues. J.-P. OLIVIER de SARDAN propose, quant à lui, une analyse sur le thème de la donnée en science sociale qui repose sur le postulat que la Sociologie, l'Anthropologie et l'Histoire partagent en définitive une seule et même épistémologie.

Passant de la théorie aux pratiques, cinq études mettent en valeur certains aspects particuliers du travail de terrain, éclairant cette problématique de la mise en forme des données qui est finalement articulée autour de trois pôles, le chercheur, son discours de référence et son objet.

ENQUÊTE, ANTHROPOLOGIE, HISTOIRE,
SOCIOLOGIE - Éditions Parenthèses - 72,
Cours Julien - 13006 Marseille -
tel. : (33) 91 48 74 44 -
fax : (33) 91 42 68 06.

■ MANA

N° 1 - Premier semestre 1996

Religion politique

Intitulée *Mana*, en référence au sociologue Marcel MAUSS, cette nouvelle revue est publiée par le Laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique du Risque de l'Université de Caen. Ses fondateurs entendent *repenser la contemporanéité à partir de ce que nous a légué l'Histoire*, tout en s'efforçant d'être *attentifs aux multiples initiatives susceptibles de stimuler la discussion et l'avènement de nouvelles figures de la pluralité et de la durabilité*. Le thème du premier numéro est une illustration de la difficulté pour le chercheur d'appréhender deux ordres du social, qui ont été à la fois séparés et inextricablement liés dans l'histoire de l'humanité.

En guise d'introduction, C. TARROT revient sur la genèse des rapports entre pouvoir religieux et pouvoir politique, montrant que *distinction* ne signifie pas toujours *séparation* et que les situations produites par la modernité sont souvent plus complexes que les théories.

O. ROY met en évidence les contradictions des mouvements islamistes qui cherchent à promouvoir un universalisme *ummiste* sans parvenir à s'affranchir du cadre national-étatique.

A. KOUDRIAVTSEV étudie la résistance tchèque et souligne le rôle des islamistes dans l'affirmation d'un mouvement à la fois religieux et nationaliste.

Retraçant la situation des femmes en Algérie, Y. BETTAHAR met en lumière le rôle de la variable religieuse dans la formation de l'identité nationale.

Adoptant un point de vue épistémologique, F. COLONNA s'interroge sur les lacunes de la sociologie religieuse en France à l'égard de l'islam, avançant comme hypothèse, la proximité ou l'absence de distance, *au regard de la propre religion de la société française*.

D'autres éclairages sur cette articulation entre religion et politique sont également fournis à travers des analyses sur le Brésil et le Nicaragua.

MANA - REVUE DE SOCIOLOGIE ET
D'ANTHROPOLOGIE - Université de Caen -
14032 Caen - tel. : (33) 31 45 55 32.